



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE



Direction de la Communication

NEWS

Revue de presse



Jeudi 20 avril 2023



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Réunion du Gouvernement: plusieurs secteurs à l'ordre du jour

Le Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane, a présidé, mercredi, une réunion du Gouvernement consacrée aux secteurs de la justice, de l'enseignement supérieur, des finances et des transports, indique un communiqué des Services du Premier ministre dont voici le texte intégral:



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Réunion du gouvernement: l'assainissement des positions tarifaires douanières examiné

Le gouvernement a examiné mercredi lors de sa réunion hebdomadaire, présidée par le Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane, les résultats de l'assainissement des certaines positions tarifaires des douanes algériennes, a indiqué un communiqué des services du Premier ministre.



Huile, sucre, lait, céréales, carburant, médicaments et autres : Ces produits sont soumis à une autorisation de circuler

Dans le but faire face à la spéculation et à la contrebande des produits de base subventionnés, à l'instar du lait, de l'huile, du sucre, du blé, des céréales et du carburant, ainsi que les produits dont l'autosuffisance n'est pas encore atteinte tels que les produits pharmaceutiques, l'équipements électroménager et téléphone, les pouvoirs publics viennent d'adopter de nouvelles mesures dissuasives.



Importations : 295 nouvelles positions tarifaires nationales créées

Le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, a présidé, ce mercredi, une réunion du Gouvernement tenue au Palais du Gouvernement durant laquelle plusieurs dossiers ont été évoqués.



Lutte contre l'informel : Faut-il changer les billets de banque ?

La question d'un possible recours à une solution extrême de changement de billets de banque pour juguler l'informel refait régulièrement surface dans le débat national ces quelques derniers mois.

Elle n'est pourtant clairement pas à l'ordre du jour de l'autorité publique qui, tout en affichant une forte volonté de sévir contre l'économie souterraine, n'envisage néanmoins pas d'aller vers des solutions aussi radicales qu'un retrait rapide et total des billets actuellement en circulation.



Importations: Le gouvernement évalue les mesures douanières anti-fraude

Le gouvernement a examiné, ce mercredi, les résultats de l'assainissement de certaines positions tarifaires des douanes algériennes, a indiqué un communiqué des services du Premier ministre.

Selon le communiqué, la communication présentée conjointement par les ministres des finances et du commerce et de la promotion des exportations, lors de la réunion hebdomadaire du gouvernement, a pour objet d'«évaluer les mesures déjà prises dans le cadre de la maîtrise du commerce extérieur».



De l'emprise de l'administration sur le pouvoir politique: Point de vue d'un juriste

Le droit devient de plus en plus économique. Ainsi, les textes législatifs et réglementaires embrassent l'ensemble des activités économiques (banques, assurances, commerce, douanes, entreprises publiques économiques, fiscalité, foncier industriel, investissement, marchés publics...). Si, toutefois, l'économie et le droit sont régis par des logiques différentes et même souvent antagonistes, on assiste cependant et de plus en plus à l'emprise du droit et des logiques administratives sur la logique économique et même aux objectifs définis par le pouvoir politique.



IL AURA LIEU DÉCEMBRE PROCHAIN EN AFRIQUE DU SUD : L'Algérie invitée au forum juridique des Brics

Alors que la question de son adhésion au club économique des Brics, formé par le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique de Sud, sera tranchée le mois de juin prochain, lors de la réunion du groupe qui se tiendra en Afrique du Sud, l'Algérie a reçu, entre temps, une invitation pour prendre part au prochain forum juridique du groupe qui aura lieu en décembre prochain au pays de Nelson Mandela. L'annonce a été faite par le président de la commission des Brics chargée des questions juridiques des processus d'intégration contemporains, Alexei Klichine, dans une déclaration à la presse. L'invitation adressée au pays pour assister à ce forum pourrait refléter l'adhésion de l'ensemble des membres du bloc économique à l'idée d'accueillir l'Algérie en son sein.



تتضمن الزيت والسكر والحليب والحبوب والوقود والأدوية رخصة التنقل إلزامية لهذه المواد في ظرف 90 يوما!

سارعت السلطات الجزائرية لاتخاذ قرارات جديدة تمنع تهريب المواد الأساسية المدعّمة على غرار الحليب والزيت والسكر والقمح والحبوب والوقود، وتلك التي لم يتم تحقيق اكتفاء ذاتي منها لحد الساعة كالمنتجات الصيدلانية والتجهيزات الكهرومنزلية والهواتف بالمناطق الجمركية البرية، وهي القرارات التي ستدخل حيز التنفيذ خلال 90 يوما. واستحدثت وزارة المالية قائمة بالمواد التي لا يمكن أن تكون محلّ إعفاء من رخصة التنقل، وبكميات محدّدة فقط في المناطق البرية الجمركية، مع تسقيف الكمّيات المسموح بها، والتي تكون عادة موجّهة للاستهلاك الشخصي، وهذا لمواجهة التهريب وضمان الحفاظ على هذه المواد في السوق الجزائرية، وعدم نفاذها للخارج.



آلية جديدة لمتابعة ميزانية الدولة وإيجاد الحلول

استحدثت وزارة المالية آلية جديدة لمتابعة الميزانية العامة للدولة والعمل على ضمان اليقظة القانونية وإيجاد الحلول المناسبة للإشكاليات المطروحة في هذا الباب، حيث ترفع تقارير دورية إلى الجهات المختصة في الوزارة وهي المديرية العامة للميزانية والمديرية العامة للخزينة.



الحكومة تدرس نتائج عملية تطهير البنود التعريفية الجمركية

درست الحكومة خلال اجتماعها الأسبوعي، اليوم الأربعاء، برئاسة الوزير الأول، أيمن بن عبد الرحمن، نتائج عملية تطهير بعض البنود التعريفية للجمارك الجزائرية، حسب بيان لمصالح الوزير الأول.

وأوضح البيان أن “وزير المالية ووزير التجارة وترقية الصادرات قدما عرضا مشتركا حول نتائج عملية تطهير بعض البنود التعريفية للجمارك الجزائرية.”

VISITE DE TEBBOUNE EN FRANCE

Les raisons d'un report

Le déplacement du chef de l'État à Paris n'est plus à l'ordre du jour pour ce mois de mai. Alger ne souhaite visiblement pas de «visite sans substance».

Abla Chérif - Alger (Le Soir) - Le report de la rencontre Tebboune-Macron est donc acté, même si les deux parties se sont abstenues jusque-là de communiquer publiquement sur le sujet. Ce sont des médias français qui ont annoncé la nouvelle en citant des sources officielles. D'autres journaux français avaient auparavant laissé apparaître le 2 mai comme étant la date du rendez-vous des chefs d'État à Paris. Il est cependant certain qu'aucune date n'avait pourtant été arrêtée jusque-là et que «tout» restait encore tributaire de l'évolution des dossiers en cours de traitement entre les deux pays. Depuis la conversation téléphonique entre El Mouradia et l'Elysée, le 24 mars dernier et l'annonce du report, ce mardi 18 avril, des signes ont bien démontré que rien n'allait comme le souhaitait la partie algérienne.

Le rôle français actuel, au Sahel en fait par exemple partie et il a occasionné une sortie publique assez musclée du chef d'état-major de l'ANP qui s'est élevé, début avril, contre les ingérences étrangères sous couvert de la lutte antiterroriste dans ces territoires sensibles. Saïd Chanegriha n'a désigné aucun pays,

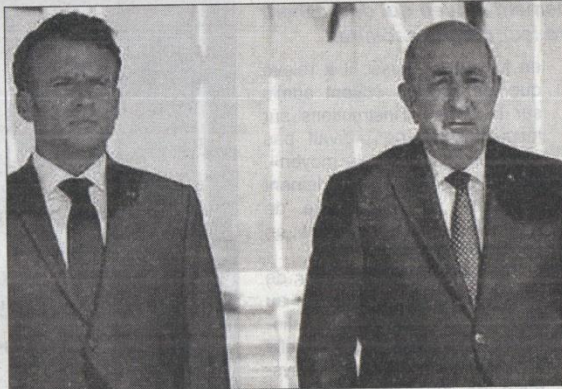


Photo : DF

mais son intervention a été faite au moment où Paris s'est distinguée par une série de jeux troubles avec l'organisation terroriste Aqmi. Ce point fait exergue, certes, mais il est le dossier qui s'accumule sur d'autres affaires en stagnation : la cartographie des sites infectés par le nucléaire, le dossier mémoriel, la question des visas, et les personnes faisant l'objet d'un mandat d'arrêt international entre autres. Dans sa nouvelle position, l'Algérie est très clairement à la recherche de «substance» qui justifierait un tel déplacement en France après toutes les turbulences qui ont éprouvé les relations entre les deux pays. Ce sont d'abord des turbulences d'ordre essentiellement politique qui empoisonnent les relations bilatérales.

La couverture qu'assure Paris à des organisations versant dans des actions subversives envers le pays et ses dirigeants contribue indéniablement à entretenir une atmosphère malsaine. Abriter sur son sol des personnes classées terroristes et activant pour la déstabilisation de l'Algérie en connivence avec le Maroc ne passe pas à Alger. Il y a deux mois, cette situation a frisé le pourrissement en raison de l'incroyable intervention de structures diplomatiques officielles et des services français pour l'exfiltration d'une activiste algérienne sous le coup d'une décision de justice.

De grandes tensions ont découlé de cette affaire et elle a valu encore une fois le rappel de l'ambassadeur d'Algérie à Paris. Pour calmer le jeu,

le président français a évoqué un «coup de grisou» entre les deux pays et sollicité la compréhension de Abdelmadjid Tebboune dans une démarche conciliante. Le 24 mars dernier, les deux chefs d'État se sont entretenus téléphoniquement et la visite du président algérien à Paris a de nouveau refait surface. Le contexte brûlant dans lequel s'annonçait ce déplacement a parallèlement soulevé de nombreuses interrogations. En proie à des manifestations violentes qui s'étaient dans le temps, la France n'a rien pu faire pour offrir au nouveau roi d'Angleterre des assurances pouvant le dissuader d'annuler une visite prévue en mars dernier. Et c'est paradoxalement dans cette même atmosphère que le président français envisageait de recevoir son homologue algérien dans un dispositif d'accueil de grande envergure.

Des médias français ont livré des détails annonçant des cérémonies et mises en place protocolaires exceptionnelles pour recevoir Abdelmadjid Tebboune. Le déplacement de la secrétaire générale du Quai d'Orsay à Alger, cette semaine, portait également sur les préparatifs de cette visite. Mais la «substance» n'y était pas à l'évidence puisque le report a été annoncé deux jours après son départ. Alger est dans une autre logique, un autre objectif, éloigné des simples cérémonies d'accueil. Toute visite à venir se dégage de ce fait d'elle-même en fonction des évolutions d'intérêt d'État.

A. C.

Le report de la visite du Président Tebboune en France est une bonne nouvelle

Une évaluation succincte du projet de visite d'État – reportée – de notre président au début du mois de mai en France, fait clairement ressortir que les conditions étaient loin, très loin d'être réunies. À raison on peut s'interroger sur les motivations qui étaient derrière sa confirmation prématurée et des «fuites» concernant le programme (un cérémonieux enfumage), alors que les dossiers n'étaient pas arrivés à maturité. Il est d'usage, d'ailleurs, que les dossiers soient «ficelés» au niveau des MAE avant de sceller une visite, ce qui ne semble pas avoir été le cas. Inconsistance et légèreté étaient dans l'air, ainsi qu'un empressément suspect. J'ai personnellement vécu pareille forcing lors de la visite du Président Bouteflika en France, au mois de juin 2000. Un «programme hors norme» (Sic), disaient les autorités françaises. L'effet spectacle ayant prévalu, ce fut un fiasco. À la fin de la visite, l'ancien président déclara : «Je rentre les mains vides.»

Si elle avait eu lieu, cette visite du Président Tebboune se serait déroulée dans les conditions politiques et diplomatiques les plus défavorables qui soient. De notoriété public, le Président Macron est en posture précaire au plan intérieur. Le climat délétère qu'il a créé dans son pays, auquel s'ajoute la

chute libre de sa crédibilité diplomatique, laissait redouter un effet de manche de sa part. Notre président aurait été l'hôte à «titre personnel» du président français dans la mesure où en France de forts courants politiques de tous bords se seraient élevés contre cette visite. Cela aurait gravement entaché l'image de notre pays. C'était le piège à éviter. J'imagine l'accueil qui aurait été fait au président devant une Assemblée française hors de contrôle. Peut-être que le président Macron aurait eu recours au 49.3 devant une Assemblée vide, ou en révolte, pour faire passer l'audition programmée.

Compte tenu du précédent de 2000 et au double point de vue de l'opportunité et du programme «concocté», il y un enseignement à tirer : pour se grandir, l'Algérie n'a nul besoin d'une quelconque «reconnaissance» d'un président français affaibli pour le restant de son quinquennat, on ne peut plus impopulaire de surcroît, ni d'une France qui se voit «passage obligé» ; encore moins si l'Algérie devait s'estimer en devoir de renvoyer l'ascenseur aux entreprises françaises (telle était sans doute l'arrière-pensée de Macron).

Quant à l'exploitation politique du dossier de la mémoire, elle est particulièrement indécente, sinon doucereusement cynique. Après avoir trahi

Par Halim Benattallah,
ancien ambassadeur

l'Émir Abdelkader, exilé, emprisonné, brisé un père libérateur du peuple algérien, le président Macron voudrait instrumentaliser sa mémoire, et ainsi se l'approprier. Tel est, d'après moi, le sous-entendu de la proposition inscrite au programme d'une visite au château d'Amboise où l'Émir et sa famille ont été détenus.

Par-delà le fait de cette visite, je réitère ma conviction (mon opinion publiée dans ces mêmes colonnes le 9 février dernier) que dans une projection à long terme, et dans un contexte de mouvements des plaques géopolitiques, il est essentiel de contenir les manœuvres de «reconquête» insidieuse. D'ailleurs, l'instauration d'un ordre multipolaire passe nécessairement par des réajustements diplomatiques et des courants d'affaires bilatéraux. Le pôle «BRICS» y travaille, non par des effets de diplomatie déclaratoire, mais par des engagements concrets qui bousculent les règles de l'ordre établi. Le curseur de l'intérêt national est ainsi appelé à être déplacé pour adapter notre pays aux mutations qui se dessinent.

H. B.

اجتماع الحكومة يدرس عروضاً ومشاريع جديدة في 4 قطاعات حيوية

حماية أراضي الدولة والاقتصاد الوطني

تعزيز آلية حماية أراضي الدولة والأوعية المقارية المسترجعة إثر عمليات إعادة الإسكان ■ استكمال مشاريع رقمنة قطاعي العدالة والتعليم العالي ■ تطهير بعض البنود التعريفية للجمارك الجزائرية لصد محاولات الغش وتضخيم الفواتير ■ إنشاء 295 بند تعريفي جديد وتعديل 327 بند لتحديد أدق للمنتجات وإلغاء 48 بنداً تعريضاً ■ تكثيف عمليات إزالة الرمال والصيانة شبكة السكك الحديدية والتشجير على طول الخطوط

بعض البنود التعريفية للجمارك الجزائرية. ويرمي هذا العرض. وفقاً للبيان. إلى تقييم التدابير التي سبق أن تم اتخاذها في إطار التحكم في التجارة الخارجية. لاسيما اللجوء المفرط إلى توطين الواردات المنكورة في باب "آخر" مع تفادي الرموز الجمركية المعترف بها. وذلك لأغراض الغش وتضخيم الفواتير على وجه الخصوص. في هذا الصدد سمحت لأشغال تطهير هذا الباب بإنشاء 295 بند تعريفي وطني جديد وتعديل مضامين 327 بند تعريفي لتحديد أدق للمنتجات وإلغاء 48 بنداً تعريضاً بما يسمح بتحديد أهم المنتجات والبضائع التي تمثل أكثر من 91٪ من قيمة الواردات المحققة في هذا الباب. تجدر الإشارة إلى أن هذه التعديلات قد دخلت حيز التنفيذ وتم إدماجها على مستوى النظام المعلوماتي "sigad" منذ الفاتح مارس 2023.

4- في مجال النقل:

قدم وزير النقل، عرضاً حول إشكالية إزالة الرمال من شبكة السكك الحديدية، حيث تمحور العرض حول أهم العوامل التي تسببت في هذه الظاهرة لاسيما على مستوى بعض المناطق الصحراوية. وكذا الحلول والتدابير التي يتعين اتخاذها في إطار مكافحة تراكم الرمال على مستوى السكك الحديدية، من خلال تكثيف عمليات إزالة الرمال والصيانة على مستوى مجمل شبكة السكك الحديدية، وكذلك إجراء عمليات تشجير مكثفة على طول الخطوط المعنية.

الجمهورية، لدى دراستها خلال اجتماع مجلس الوزراء، وذلك من خلال العمل أكثر على تعزيز الكيفية التي يتم وضعها لحماية أراضي الدولة والأراضي التي تم استرجاعها على مستوى البلديات، لاسيما الأوعية المقارية المسترجعة على إثر مختلف عمليات إعادة الإسكان. كما قدم وزير العدل حافظ الأختام، خلال الاجتماع عرضاً حول مشروع رقمنة قطاع العدالة، حيث يندرج هذا المشروع في إطار مسار الإصلاحات الشاملة التي يشهدها قطاع العدالة وعصرنته من خلال رقمته وتقريب هذا القطاع من المواطنين. ويهدف هذا المشروع أساساً إلى تحسين أداء مرفق العدالة وتسهيل العمل القضائي من خلال رقمنة مختلف مراحل معالجة الملف القضائي من أجل إضفاء المزيد من الفعالية والشفافية.

2- في مجال التعليم العالي:

قدم وزير التعليم العالي والبحث العلمي، عرضاً حول مشروع رقمنة قطاع التعليم العالي والبحث العلمي، والذي يهدف إلى تجسيد مخطط عمل الحكومة بعنوان "تحسين جودة التعليم العالي والبحث العلمي"، من خلال رقمنة كافة نشاطات القطاع مع إيلاء الأولوية لمؤسسات التعليم العالي والديوان الوطني للخدمات الجامعية والإدارة المركزية ومراكز البحث.

3- في مجال المالية:

من جهتهما قدم كل من وزير المالية ووزير التجارة وترقية الصادرات، عرضاً مشتركاً حول نتائج عملية تطهير

استعرضت الحكومة في اجتماعها أمس، الصيغة الجديدة للمشروع التمهيدي للقانون المتعلق بحماية أراضي الدولة والمحافظة عليها، وذلك بعد إثراء النص الأول تنظيماً للتعليقات التي أسداها السيد رئيس الجمهورية، خلال اجتماع مجلس الوزراء، وبشكل يبرز آلية حماية أراضي الدولة والأراضي التي يتم استرجاعها عبر البلديات، لاسيما على إثر مختلف عمليات إعادة الإسكان. كما استمعت الحكومة خلال اجتماعها إلى عروض تخص مشاريع رقمنة قطاعي العدالة والتعليم العالي وكذا التدابير المتخذة في إطار التحكم في التجارة الخارجية، وتلك التي يتعين اتخاذها لمكافحة تراكم الرمال على السكك الحديدية.

محمد - ب

وفقاً لبيان مصالح الوزير الأول، فقد درست الحكومة خلال اجتماعها الأسبوعي المنعقد أمس، برئاسة الوزير الأول أيمن بن عبد الرحمان، مشاريع نصوص وعروض شملت 4 قطاعات وزارية هي العدل، المالية، التعليم العالي والنقل.

1- في مجال العدل:

درست الحكومة صيغة جديدة للمشروع التمهيدي للقانون المتعلق بحماية أراضي الدولة والمحافظة عليها، قدمها وزير العدل حافظ الأختام، حيث تم إثراء هذه الصيغة وفقاً للتعليقات التي أسداها السيد رئيس

بهدف تطوير وتثمين العقار الاقتصادي وتحسين استغلاله مراجعة الإطار التشريعي لمنح العقار الموجه للاستثمار • الجزائر تحصي 628 منطقة نشاط و65 منطقة صناعية على مساحة تفوق 27 ألف هكتار

إلى أن "أكثر من 14.700 قطعة أرض ممنوحة لم يتم استغلالها"، وقدّرت المساحة العقارية بنحو 3876 هكتار، وقد تم إحصاء مساحة إجمالية غير مستغلة تقدر بـ3876 هكتار على مستوى المناطق الصناعية ومناطق النشاطات، منها 1422 هكتار ممنوحة في إطار نظام التنازل والباقي ضمن نظام الامتياز على الأراضي المطبق حاليا.

وفي ديسمبر 2021، أعلن رئيس الجمهورية عبد المجيد تبون، عن إنشاء الوكالة الوطنية للعقار الصناعي يخول إليها توزيع العقار الصناعي بكل شفافية، مشيرا خلال "الندوة الوطنية حول الإنعاش الاقتصادي" إلى توفير العقار الصناعي لفائدة المستثمرين في آجال قصيرة، من خلال إنشاء الوكالة الوطنية للعقار الصناعي.

وتطام إلى الهيئة الخاصة بالعقار الصناعي مهام توزيع العقار الصناعي، على أن يبقى تسير المناطق الصناعية من اختصاص وزارة الصناعة والوكالة الجديدة التي تعمل الحكومة على إنشائها. بالمقابل، فإن الوكالة الوطنية للوساطة والضبط العقاري "أنياف" أوكل إليها مهمة الإشراف على إنجاز ست مناطق صناعية، تم إنجاز وتسليم ثلاث منها نهاية السنة الماضية، ويتعلق الأمر بالمنطقة الصناعية الأربعاش بولاية بومرداس (136 هكتار)، والمنطقة الصناعية القصير بولاية بجاية (176 هكتار)، والمنطقة الصناعية أولاد بن دامو بلمسان (103 هكتار). وتعكف الوكالة الوطنية للوساطة والضبط العقاري على تجسيد مناطق صناعية ثلاث المتبقية بكل من واد نشو بولاية غرداية (100 هكتار)، وتوسعة المنطقة الصناعية لسيدي بلعباس (60 هكتار)، وقصر البخاري بولاية المدية (200 هكتار).

حفيظ صواليلي

المجيد تبون بمراجعة محتوى مشروع القانون وإثرائه، مع مراعاة أن يكون روح القانون مبنيا على حرية المواطن في الاستثمار بمجال اختصاصه، واجتذاب الانحرافات الخطيرة التي عرفتها البلاد في مجال العقار الصناعي.

كما اعتبر رئيس الجمهورية أن رؤية الجزائر من خلال القانون يتمثل في تحفيز الاستثمار وفق نظرة متكاملة من أجل إقلاع تموي يضمّن ديناميكية اقتصادية أقوى، مؤكدا أن منح العقار لأغراض اقتصادية ينبغي أن ترافقه مرونة قانونية حقيقية لتشجيع الاستثمارات واستقطابها بمراعاة المصالح العليا للدولة.

بالمقابل، وفيما يخص الرفع من الوفرة العقارية أو العرض العقاري، فإنه تم إسناد مهمة للوكالة الوطنية للوساطة والتنظيم العقاري، تحت وصاية وزارة الصناعة، لتهيئة ست (06) مناطق صناعية جديدة، موازاة مع ربط المناطق الصناعية بمختلف الشبكات.

وقد تم استكمال بصورة كبيرة تهيئة ثلاث مناطق صناعية هي المنطقة الصناعية القصير ولاية بجاية، والمنطقة الصناعية الأربعاش ولاية بومرداس التي تترجع على مساحة 137 هكتار وقسمت إلى 4 فروع صناعية و258 حصة عقارية، والمنطقة الصناعية أولاد بن دامو ولاية تلمسان. كما تم إعادة إطلاق صفقات الأشغال بالنسبة للمناطق الصناعية، على غرار توسعة سيدي بلعباس، وقصر البخاري بولاية المدية، ووادي نشو بولاية غرداية.

وقد أظهرت النتائج الأولية لتعداد وإحصاء العقار الصناعي الذي أشرفت عليه الحكومة أكثر من 628 منطقة نشاط و65 منطقة صناعية، وقد قُدرت مساحة هذه الأوعية العقارية الموزعة على مستوى 54 ولاية من ولايات البلاد بأكثر من 27 ألف هكتار.

وقد أشار الوزير الأول أيمن بن عبد الرحمن

• بادر قطاع الصناعة في إعداد مشروع قانون يحدد شروط وكيفيات منح الأراضي التابعة للأمالك الخاصة للدولة والمخصصة لإنجاز المشاريع الاستثمارية، وكذا نص تنظيمي لإنشاء وكالة وطنية تتكفل بالعقار الصناعي.

وتسعى السلطات العمومية لتذليل العقبات أمام المستثمرين، من خلال ترسانة القوانين التي من شأنها تحديد كيفية منح العقار الاقتصادي التابع للأمالك الخاصة للدولة والموجه لإنجاز مشاريع استثمارية، تشجيعا للاستثمار. وفي مسعى لإعادة بعث الاستثمار المنتج وتحسين جاذبية واستقطاب الاستثمار للجزائر، صدر قانون استثمار جديد مقرونا بكل نصوصه التطبيقية، وتزامن إصدار قانون الاستثمار مع مراجعة الإطار التشريعي لمنح العقار الموجه للاستثمار الذي تم إصداره في 2023، موازاة مع تسريع وتيرة إنجاز المناطق الصناعية.

واعتبرت وزارة الصناعة في العرض المقدم أمام لجنة الشؤون الاقتصادية والصناعة والتجارة والتخطيط للمجلس الشعبي الوطني، أن الخطوات المعتمدة في إطار تطوير وتثمين العقار شملت تطهير العقار الصناعي المتواجد على مستوى المناطق الصناعية ومناطق النشاط، عبر القيام بالجرد الدقيق للعقار الصناعي المتواجد على مستوى المناطق الصناعية ومناطق النشاط. فضلا عن ذلك، سجل أيضا تمييز واسترجاع الأراضي الممنوحة غير المستغلة، حيث تم إحصاء استرجاع 2308 هكتار من العقار غير المستغل على مستوى المناطق الصناعية ومناطق النشاطات.

ولدى استعراض المشروع التمهيدي للقانون المحدد لكيفيات منح العقار الاقتصادي التابع للأمالك الخاصة للدولة، في مجلس الوزراء في جانفي 2023، أمر رئيس الجمهورية عبد



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

⚡ Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉ dc@mf.gov.dz

☎ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



@MFinancesdz



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger